

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 215

[C — 2008/29008]

**16 NOVEMBRE 2007. — Décret relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit; des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositif*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle l'intervention de la Communauté française en matière d'investissements immobiliers dans le cadre d'un programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé; de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale; de l'enseignement artistique à horaire réduit; des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, qu'elle organise ou subventionne.

**Art. 2.** Les travaux qui répondent aux normes physiques et financières édictées en vertu de l'article 2 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française sont seuls pris en compte dans le cadre du présent décret.

**Art. 3.** Le Gouvernement fait annuellement rapport au Parlement de la Communauté française avant le 31 mars sur l'utilisation au cours de l'exercice écoulé des moyens budgétaires affectés au programme prioritaire de travaux.

**Art. 4.** Le programme prioritaire de travaux a pour objectifs :

1° De remédier aux situations qui - sans justifier l'application de l'article 24, § 2 alinéa 2, 6° de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement - sont préoccupantes du point de vue de la sécurité et/ou de l'hygiène et/ou de la performance énergétique et nécessitent une réaction rapide en raison de la dégradation, de la vétusté ou de l'inadaptation des infrastructures;

2° De rencontrer en priorité les besoins spécifiques des établissements scolaires et des internats qui accueillent des élèves cumulant des handicaps socioculturels;

3° D'aider prioritairement les établissements scolaires et les internats qui, au sein de leur réseau, souffrent manifestement du manque de moyens financiers de leur pouvoir organisateur;

4° D'améliorer l'accessibilité des bâtiments aux personnes à mobilité réduite.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Un pouvoir organisateur ou une société publique d'administration des bâtiments scolaires ne peut recourir à l'intervention financière du programme prioritaire de travaux que pour un bien immobilier dont il est propriétaire ou sur lequel il a un droit réel lui garantissant la jouissance du bien pendant trente ans au moins à dater du dépôt de la demande de subside dans le cadre du présent décret.

Le Gouvernement détermine les modalités d'introduction des demandes d'intervention.

§ 2. Chaque année et au plus tard le 31 octobre, sur proposition des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs et sur proposition des pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination, le Gouvernement dresse, pour l'année suivante, une liste des projets d'investissements éligibles au programme prioritaire de travaux sur la base des critères tels que définis à l'article 6. Cette liste comprend des projets à concurrence d'un montant représentant 150 % des crédits disponibles pour l'année considérée.

Une réserve, représentant 10 % des crédits de l'année, ne pourra toutefois pas être libérée avant le début du neuvième mois de celle-ci, afin de prendre en compte d'éventuels problèmes infrastructurels graves survenus après le 31 octobre de l'année précédente.

La prise en compte des projets d'investissements résultant de problèmes infrastructurels graves prévue à l'alinéa précédent est effectuée par le Gouvernement, sur proposition de la Commission inter-caractère créée à l'article 11.

**Art. 6.** Les critères d'accès au programme prioritaire sont précisés comme suit :

§ 1<sup>er</sup>. Pour ce qui concerne l'objectif formulé au 1° de l'article 4, il vise les interventions prioritaires justifiées par :

1° Des problèmes urgents liés aux risques d'incendie et à la sécurité dans les bâtiments scolaires;

2° Des conditions d'hébergement compromises par l'état physique délabré des bâtiments scolaires;

3° Des situations contraires à l'hygiène ou susceptibles de compromettre la santé des occupants;

4° Des situations où l'enveloppe extérieure des bâtiments ou leurs équipements techniques présentent des lacunes importantes, sources de déperditions calorifiques.

Les mesures destinées à prémunir les bâtiments scolaires contre les risques d'incendie et à garantir la sécurité des occupants et des tiers, veilleront en particulier à :

a) permettre une évacuation rapide des occupants;

b) équiper les bâtiments scolaires de moyens de détection et de prévention;

c) assurer la mise en conformité des installations électriques ou de chauffage défectueuses;

d) doter les établissements de moyens de lutte efficaces contre l'incendie;

e) assurer la sécurité des élèves au sein de l'implantation en cause par des travaux visant le remplacement du recouvrement de surfaces d'endroits de passage, d'activités scolaires ou de récréation, à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments, présentant pour les élèves un caractère dangereux du fait de leur dégradation;

f) assurer la sécurité des accès sur le domaine scolaire;

g) assurer une meilleure protection des immeubles contre le vol, les intrusions et le vandalisme.

Sont considérés comme prioritaires en matière d'hébergement :

a) toute situation où une intervention s'avère indispensable pour garantir l'occupation des bâtiments. Cette situation vise en particulier la stabilité des bâtiments ainsi que toute dégradation ou déficience physique affectant principalement les murs, les toitures, les façades, les plafonds, les planchers et les charpentes;

b) le remplacement d'infrastructures de dimension modeste inadaptées aux exigences scolaires ou qui présentent un état de délabrement tel qu'on ne peut y remédier autrement;

c) toute situation où la remise en état des toitures, des évacuations pluviales ou des châssis s'impose d'urgence en vue d'éviter des dégradations supplémentaires aux bâtiments;

d) le remplacement complet ou partiel d'une installation de chauffage ou d'une installation électrique déficiente ou non-conforme à la législation en vigueur.

Requièrent une intervention prioritaire dans les domaines de la santé et de l'hygiène :

a) toute situation impliquant l'élimination obligatoire de produits ou de matériaux dangereux;

b) les installations sanitaires insalubres, inadaptées ou insuffisantes;

c) toute situation liée à des conditions de travail dangereuses, en particulier dans les locaux à risques;

d) l'absence ou les déficiences des systèmes d'égouttage, de ventilation, d'éclairage ou de protection solaire extérieure;

e) l'absence ou la déficience de préau, de réfectoire, de salle d'éducation physique;

f) toute situation où l'on observe un inconfort important lié au bruit.

Sont considérés comme prioritaires en matière de performance énergétique :

a) l'isolation thermique de l'enveloppe extérieure du bâtiment;

b) le remplacement des menuiseries extérieures qui ne permettent plus d'assurer une étanchéité ou une isolation suffisantes;

c) les installations de production de chaleur pour le chauffage ou pour la production d'eau chaude sanitaire qui ne présentent plus un rendement calorifique suffisant ou qui sont dépourvues d'isolation thermique ou, encore, dont les isolants sont particulièrement dégradés ou peu performants en raison notamment de leur vétusté.

§ 2. Le critère d'accès au sens de l'objectif formulé au 2° de l'article 4 correspond au fait, pour une implantation, d'être admise aux subventions prévues dans le cadre de l'application de l'article 4, § 4, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives.

§ 3. Pour ce qui concerne l'objectif 4° de l'article 4, les critères visent prioritairement et dans l'ordre des priorités repris ci-dessous :

1° L'adaptation selon les normes en vigueur des baies de portes et des accès extérieurs aux bâtiments et l'aménagement de locaux sanitaires adaptés.

2° Pour les portes extérieures, le placement de dispositifs de commande d'ouverture automatique et électrique.

3° Tout aménagement et équipement visant à améliorer les circulations internes.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Des crédits d'un montant de :

— € 25.260.350 en 2008;

— € 18.889.487 en 2009;

— € 18.889.487 en 2010,

sont affectés au programme prioritaire de travaux.

A partir de 2011, le montant de 2010 est adapté à l'indice général des prix à la consommation au premier janvier de l'année concernée rapporté à l'indice général des prix à la consommation au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

§ 2. Les crédits visés au § 1<sup>er</sup> sont répartis entre les écoles de l'enseignement organisé par la Communauté française, les écoles de l'enseignement officiel subventionné, les écoles de l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel et les écoles de l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel au prorata des populations scolaires inscrites au quinze janvier de l'année en cours dans les établissements repris à l'article 1<sup>er</sup>, à l'exception de la population scolaire de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et de l'enseignement secondaire de promotion sociale.

La Commission inter-caractère définie à l'article 11 est autorisée, en fin d'année, à déroger par consensus à la répartition des crédits au prorata des populations si la totalité des crédits affectés n'a pas été consommée.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. L'intervention financière de la Communauté française à charge du programme prioritaire de travaux est fixée par implantation et par projet éligible :

1° A 70 % du montant de l'investissement dans les établissements scolaires de l'enseignement fondamental, avec une subvention maximale de € 168.000 et un montant total de l'investissement d'un maximum de € 240.000;

2° A 60 % du montant de l'investissement dans les établissements scolaires de l'enseignement secondaire, les internats, les bâtiments de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et les centres psycho-médico-sociaux, avec une subvention maximale de € 144.000 et un montant total de l'investissement d'un maximum de € 240.000.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour les implantations bénéficiaires de discriminations positives en vertu du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, l'intervention financière de la Communauté française dans le cadre du programme prioritaire de travaux est fixée comme suit :

1° A 80 % du montant de l'investissement dans les établissements scolaires de l'enseignement fondamental avec une subvention maximale de € 240.000 et un montant total de l'investissement d'un maximum de € 300.000;

2° A 70 % du montant de l'investissement dans les établissements scolaires de l'enseignement secondaire, avec une subvention maximale de € 210.000 et un montant total de l'investissement d'un maximum de € 300.000.

Sur proposition de la Commission inter caractère, le Gouvernement peut déroger au montant total des subventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> - 1° et 2° et à l'alinéa 2 - 1° et 2°, à concurrence d'un montant maximum de € 575.000 indexé.

Les montants repris aux alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3 sont adaptés à l'indice général des prix à la consommation au premier janvier de l'année concernée rapporté à l'indice 142,22, indice général des prix à la consommation au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Le solde du montant du programme prioritaire de travaux est à charge du pouvoir organisateur et, lorsqu'il le demande, ce solde fait l'objet d'une intervention complémentaire prioritaire à charge des Fonds des bâtiments scolaires compétents. Seuls les dossiers dont le solde à charge du P.O. est supérieur à € 5.000 peuvent entrer en ligne de compte pour l'octroi d'une intervention complémentaire. En outre, dans l'hypothèse où un P.O. sollicitait l'intervention de 2 Fonds pour un même dossier, l'intervention du Fonds de garantie des bâtiments scolaires ne serait autorisée que pour garantir des emprunts supérieurs à € 5.000.

§ 2. Par implantation, il faut entendre un ou plusieurs bâtiments, y compris les accès, destiné(s) à l'activité d'enseignement d'un ou plusieurs établissements scolaires d'un même niveau d'enseignement situé(s) sur une ou plusieurs parcelles cadastrales contiguës appartenant au même pouvoir organisateur ou à plusieurs pouvoirs organisateurs d'un même enseignement tel que mentionné à l'article 7, § 2, ou à la même société publique d'administration des bâtiments scolaires, qu'il ou elle soit propriétaire ou titulaire d'un droit réel lui garantissant la jouissance du ou des bien(s) pendant trente ans au moins. Si plusieurs pouvoirs organisateurs sont concernés par une même demande de subvention, ils introduisent une seule demande conjointe.

**Art. 9.** Tous les cinq ans, à compter de la date du premier octroi de la subvention visée à l'article 8, le cumul des montants des projets relatifs à une même implantation est considéré comme égal à zéro.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Pour bénéficier d'une subvention supérieure à € 287.500 indexés à l'indice 142,22, indice général des prix à la consommation de janvier 2005, dans le cadre du programme prioritaire de travaux, un pouvoir organisateur de l'enseignement libre subventionné doit céder ou faire céder par le propriétaire s'il ne l'est pas lui-même, sans contrepartie, le droit réel des bâtiments scolaires qui vont bénéficier du programme prioritaire de travaux à une société de gestion patrimoniale, constituée sous forme d'ASBL, commune à l'ensemble des propriétaires d'écoles du même caractère soit unique pour la Communauté, soit constituée dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale et dans chaque province de la Région wallonne.

Chaque société de gestion patrimoniale a pour objet exclusif d'affecter les biens transférés à l'enseignement et établit son siège social dans son ressort territorial.

La société de gestion patrimoniale ne peut aliéner que les bâtiments qui ont été désaffectés aux fins d'enseignement par les pouvoirs organisateurs et affecte le produit de la vente à l'entretien, à l'achat ou à la construction de biens pour l'enseignement.

Chacune de ces sociétés est soumise au contrôle d'un commissaire du Gouvernement nommé par le Gouvernement. Celui-ci a pour mission de vérifier l'affectation à un usage scolaire des bâtiments gérés par la société. Toute aliénation d'un bâtiment ayant fait l'objet d'une subvention dans le cadre du programme prioritaire de travaux est soumise à son accord.

En cas de dissolution, leur patrimoine est cédé sans frais à une autre société de même caractère répondant aux conditions définies dans le présent article.

Le commissaire du Gouvernement dispose d'un droit de veto à l'encontre des décisions prises en violation des dispositions légales applicables à ces ASBL en matière d'affectation à l'enseignement des bâtiments transférés.

§ 2. Lorsque des dispositions légales relevant de l'autorité fédérale ou décrétales relevant de l'autorité régionale interdisent au propriétaire visé au § 1<sup>er</sup> de céder certains des biens visés ou soumet cette aliénation à autorisation des pouvoirs publics, et qu'en outre il s'avère impossible d'obtenir modification des dispositions légales ou décrétales susdites ou autorisation des pouvoirs publics, le Gouvernement peut, sur proposition de la société patrimoniale concernée, autoriser l'intervention du fonds, moyennant conclusion d'un bail emphytéotique de la plus longue durée légalement autorisée avec la société patrimoniale.

**Art. 11.** Sur proposition du Gouvernement il est créé une Commission inter-caractère dénommée ci-après la commission.

La commission a pour missions :

1° de répartir les moyens financiers du programme prioritaire de travaux conformément aux dispositions du présent décret;

2° de veiller à la bonne fin des dossiers auprès des services gérant les Fonds des bâtiments scolaires dont ils relèvent;

3° de rendre des avis, soit d'initiative, soit à la demande du Gouvernement, sur toute question relative au contenu et à la réalisation du programme prioritaire de travaux.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. La commission est composée de douze membres effectifs et de douze membres suppléants nommés par le Gouvernement. Leur mandat est gratuit.

Elle comprend :

1° Six membres effectifs et six membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement confessionnel;

2° Six membres effectifs et six membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs de l'enseignement non confessionnel.

En outre, le Gouvernement nomme un représentant de l'enseignement libre non confessionnel qui assiste aux réunions de la commission en qualité d'observateur.

§ 2. La commission choisit en son sein un président et un vice-président.

Les mandats de président et de vice-président sont attribués à tour de rôle, pour une période de deux ans, à un des groupes visés au § 1<sup>er</sup> ci-dessus.

§ 3. Il est constitué au sein de la commission un bureau permanent chargé d'assurer la préparation et le suivi des dossiers.

Le bureau permanent est composé du président, du vice-président et de deux membres choisis de façon telle que chacun des groupes visés au § 1<sup>er</sup> ci-dessus soit représenté par deux membres.

§ 4. La commission arrête son règlement d'ordre intérieur qui fixe notamment la périodicité des réunions. Ce règlement est approuvé par le Gouvernement de la Communauté française.

Le Gouvernement détermine le montant des frais de déplacement et des indemnités de séjour de ses membres.

§ 5. Le Gouvernement peut, afin d'assurer le secrétariat de la commission, mettre à la disposition de celle-ci des agents de ses services.

**Art. 13.** Le Gouvernement déterminera les services administratifs qui assureront la gestion des dossiers relevant du programme prioritaire de travaux.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. La commission est soumise au pouvoir de contrôle de deux commissaires nommés par le Gouvernement, l'un sur présentation du membre du Gouvernement, compétent en matière du budget et des finances, l'autre sur présentation du ou des membre(s) du Gouvernement ayant compétence sur les Fonds des bâtiments scolaires et les sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires.

Les commissaires assistent avec voix consultative aux réunions de la commission et du bureau permanent et peuvent obtenir communication de tout document utile pour leur mission.

Chacun des commissaires dispose d'un délai de quatre jours ouvrables pour prendre un recours motivé contre toute décision de la commission qu'il estime contraire à la législation, aux procédures administratives en vigueur au sein des trois Fonds des bâtiments scolaires, aux dispositions du présent décret ou à l'intérêt général. Le recours est suspensif.

Le délai de quatre jours court à partir du jour où la décision de la commission a été prise, sauf si le commissaire concerné n'a pas été régulièrement convoqué conformément au règlement d'ordre intérieur de la commission, auquel cas le délai court à partir du jour où la décision lui a été notifiée.

Chaque commissaire exerce son recours auprès du membre du Gouvernement qu'il représente selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut annuler la décision de la commission dans un délai de trente jours commençant le même jour que le délai prévu au troisième alinéa.

La décision d'annulation est notifiée à la commission.

§ 2. Les commissaires du Gouvernement peuvent bénéficier du remboursement de leurs frais de déplacement et d'une indemnité de séjour conformément aux dispositions prévues à l'article 12, § 4, du présent décret. Ces frais sont à charge des crédits mis à disposition de l'Administration générale de l'infrastructure.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Un bâtiment ou partie de bâtiment ayant bénéficié de l'intervention du programme prioritaire de travaux doit être affecté à un usage scolaire pendant une période de vingt ans prenant cours à partir de l'octroi de la subvention visée à l'article 8.

§ 2. En cas d'affectation à un usage autre que scolaire, en cas de vente ou de cession du droit réel garantissant au pouvoir organisateur la jouissance du bâtiment, ou partie de bâtiment ayant bénéficié de l'intervention du programme d'urgence pendant la période de vingt ans prenant cours à partir de l'octroi de la subvention visée à l'article 8, la Communauté peut se faire rembourser de son intervention financière.

Pour obtenir le remboursement de celle-ci, la Communauté française peut avoir recours aux opérations suivantes dans l'ordre où elles sont indiquées :

1° prélèvements sur les subventions de fonctionnement dues à l'établissement scolaire qui occupe l'immeuble;

2° prélèvements sur les subventions de fonctionnement dues aux autres établissements scolaires relevant du même pouvoir organisateur;

3° recouvrement par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines sur le patrimoine du pouvoir organisateur ou de la société publique d'administration des bâtiments scolaires concernée.

Les dispositions des alinéas 1<sup>er</sup> et 2 ne s'appliquent pas en cas de cession du droit réel garantissant au pouvoir organisateur la jouissance du bâtiment, ou partie de bâtiment, à un autre pouvoir organisateur qui continue à affecter à un usage scolaire.

§ 3. En cas d'aliénation d'un bâtiment ayant bénéficié de l'intervention du programme prioritaire de travaux, tout pouvoir organisateur, quel que soit le réseau auquel il appartient, ou la société publique d'administration des bâtiments scolaires concernée ou l'ASBL patrimoniale concernée disposent d'un droit de préemption à un prix dont le maximum est égal à la valeur fixée par le Comité d'acquisition ou le receveur d'enregistrement. Ce droit de préemption ne peut s'exercer que pour maintenir une affectation scolaire au bâtiment aliéné.

§ 4. Si, dans une période de trois mois, aucun pouvoir organisateur, quel que soit le réseau auquel il appartient, ou la société publique d'administration des bâtiments scolaires concernée, ou l'ASBL patrimoniale concernée ne s'est porté acquéreur du bâtiment concerné, le propriétaire du bien peut le céder au plus offrant.

**Art. 16.** Le contrôle de l'affectation des moyens octroyés à un pouvoir organisateur d'enseignement subventionné en application du présent décret est exercé au nom du Gouvernement par les commissaires désignés auprès des sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires selon les modalités que le Gouvernement arrête.

## CHAPITRE II. — *Disposition abrogatoire*

**Art. 17.** Le décret du 14 juin 2001 relatif au programme de travaux de première nécessité en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisés ou subventionnés par la Communauté française sera abrogé lorsque tous les crédits engagés qui s'y réfèrent seront liquidés.

CHAPITRE III. — *Disposition transitoire*

**Art. 18.** Pour l'exercice budgétaire 2008, par dérogation à l'article 5, § 2, la liste des projets d'investissements éligibles au programme prioritaire des travaux est dressée par les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs et par les pouvoirs organisateurs non affiliés à un organe de représentation et de coordination.

La liste est dressée sur base des critères d'accès tels qu'ils sont définis à l'article 6 du présent décret et elle comprend des projets à concurrence d'un montant représentant 150 % des crédits disponibles pour l'année considérée.

CHAPITRE IV. — *Entrée en vigueur*

**Art. 19.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 novembre 2007.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de l'Enseignement obligatoire,  
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances, de la Fonction publique et des Sports,  
M. DAERDEN

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,  
Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
M. TARABELLA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

—  
Note

(1) *Session 2007-2008.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 470-1. — Amendements de commission, n° 470-2. — Rapport, n° 470-3. *Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du mardi 13 novembre 2007.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 215

[C - 2008/29008]

**16 NOVEMBER 2007.** — **Decreet betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Dispositief*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap in de vastgoedinvesteringen in het kader van een prioritaair programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

**Art. 2.** In dit decreet wordt enkel rekening gehouden met de werken die beantwoorden aan de fysische en financiële normen uitgevaardigd krachtens artikel 2 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

**Art. 3.** De Regering brengt elk jaar vóór 31 maart verslag uit aan het Parlement van de Franse Gemeenschap over de aanwending, tijdens het afgelopen boekjaar, van de begrotingsmiddelen bestemd voor het prioritaire programma voor werken.

**Art. 4.** Het prioritaire programma voor werken heeft tot doel :

1° de toestanden te verhelpen die – zonder de toepassing van artikel 24, § 2, tweede lid, 6° van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van de onderwijswetgeving te bewijzen – zorgwekkend zijn op het gebied van veiligheid en/of hygiëne en/of energieprestatie en waarvoor een snelle tegemoetkoming vereist is wegens beschadiging, ouderdom of onaangepastheid van de infrastructuur;

2° bij voorrang tegemoet te komen aan de specifieke noden van de schoolinrichtingen en internaten die leerlingen opvangen met sociaal-culturele handicaps;

3° bij voorrang hulp te verstrekken aan de schoolinrichtingen en internaten die, in hun net, blijkbaar lijden onder het gebrek aan financiële middelen van hun inrichtende macht;

4° de toegankelijkheid tot gebouwen te verbeteren voor mensen met beperkte mobiliteit.

**Art. 5.** § 1. Een inrichtende macht of een openbare maatschappij voor het bestuur van de schoolgebouwen kan enkel aanspraak maken op een financiële tegemoetkoming van het prioritaire programma voor werken voor een onroerend goed waarvan zij eigenaar is of waarop zij een zakelijk recht heeft dat haar het genot over het goed verschaft gedurende minstens dertig jaar, te rekenen vanaf de indiening van de subsidiëringsaanvraag in het kader van dit decreet.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de indiening van de aanvragen om tegemoetkoming.

§ 2. Elk jaar en uiterlijk op 31 oktober, op voorstel van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten en op voorstel van de inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, maakt de Regering, voor het jaar daarop, een lijst op van de investeringsprojecten die in aanmerking komen voor het prioritaire programma voor werken op basis van de criteria zoals bedoeld in artikel 6. Deze lijst omvat projecten naar rata van een bedrag dat 150 % van de beschikbare kredieten voor het betrokken jaar vertegenwoordigt.

Een reserve die 10 % van de kredieten van het jaar vertegenwoordigt, zal bovendien niet vrijgemaakt kunnen worden vóór het begin van de negende maand van dat jaar om de mogelijke ernstige infrastructuurproblemen in aanmerking te nemen die na 31 oktober van het vorige jaar plaatsgevonden hebben.

De investeringsprojecten die voortvloeien uit ernstige infrastructuurproblemen zoals bedoeld in het vorige lid, worden in aanmerking genomen door de Regering, op voorstel van de « karakteroverschrijdende commissie » opgericht bij artikel 11.

**Art. 6.** De criteria voor de toegang tot het prioritaire programma worden bepaald als volgt :

§ 1. Voor wat betreft het doel vermeld in 1° van artikel 4, heeft het te maken met de prioritaire tegemoetkomingen verantwoord door :

- 1° dringende problemen in verband met het brandrisico en de veiligheid in de schoolgebouwen;
- 2° de voorwaarden voor huisvesting die in het gedrang komen door de slechte fysische toestand van de schoolgebouwen;
- 3° de toestanden die in strijd zijn met hygiëne of die de gezondheid van de bewoners in gevaar zouden kunnen brengen;
- 4° de toestanden waar het uiterlijke gedeelte van de gebouwen of hun technische uitrustingen belangrijke gebreken vertonen die warmteverlies veroorzaken.

De maatregelen voor de bescherming van schoolgebouwen tegen brandrisico en voor de veiligheid van de bewoners en derden, zullen inzonderheid tot doel hebben :

- a) de bewoners snel te kunnen ontruimen;
- b) de schoolgebouwen te voorzien van middelen voor brandmelding en -beveiliging;
- c) ervoor te zorgen dat de elektrische installaties of de defecte verwarmingsinstallaties in overeenstemming zijn met de voorschriften;
- d) de inrichtingen te voorzien van uitrustingen inzake doeltreffende brandbestrijding;
- e) de veiligheid van de leerlingen te verzekeren binnen de betrokken vestigingsplaatsen door werken te laten uitvoeren voor de vervanging van de bedekking van oppervlakten van plaatsen voor doorgang, schoolactiviteiten of recreatie binnen en buiten de gebouwen, die voor de leerlingen gevaarlijk kunnen zijn als gevolg van het feit dat zij beschadigd zijn;
- f) de veiligheid van de toegangsplaatsen op het schooldomein te verzekeren;
- g) een betere bescherming van de gebouwen te verzekeren tegen diefstal, indringing en vandalisme.

Worden beschouwd als prioritair inzake huisvesting :

- a) elke toestand waar een tegemoetkoming noodzakelijk blijkt te zijn om de bezetting van de gebouwen mogelijk te maken. Deze toestand heeft voornamelijk betrekking op de stabiliteit van gebouwen alsook op elke beschadiging of fysisch gebrek waarbij voornamelijk de muren, de daken, de gevels, de zolderingen, de vloeren en de geraamten aangetast worden;
- b) de vervanging van infrastructures van bescheiden omvang die onaangepast zijn aan de schoolvereisten en die zo beschadigd zijn dat men geen andere oplossing dan deze kunnen vinden;
- c) elke toestand waar de herstelling van de daken, van de afvoering van regenwater of van de raamwerken dringend nodig zijn om aanvullende beschadigingen aan de gebouwen te vermijden;
- d) de volledige of gedeeltelijke vervanging van een verwarmingsinstallatie of van een elektrische installatie die defect is of die in strijd is met de geldende wetgeving.

Krijgen een prioritaire tegemoetkoming op het gebied van de gezondheid en hygiëne :

- a) elke toestand waarbij gevaarlijke producten of materialen zullen moeten worden verwijderd;
- b) de ongezonde, onaangepaste of onvoldoende sanitaire installaties;
- c) elke toestand in verband met gevaarlijke arbeidsomstandigheden, inzonderheid in de risicolokalen;
- d) het gebrek of het tekort aan systemen van afwatering, ventilatie, verlichting of externe zonbescherming;
- e) het gebrek of het tekort aan een overdekte speelplaats, eetzaal en zaal voor lichamelijke opvoeding;
- f) elke toestand waar er een gebrek aan comfort is wegens het lawaai.

Worden beschouwd als prioritair inzake energieprestatie :

- a) de thermische isolatie van de buitenkant van het gebouw;
- b) de vervanging van het buitenmetselwerk dat voldoende waterdichtheid of isolatie niet meer mogelijk maakt;
- c) de installaties van warmteproductie voor de verwarming of voor de productie van sanitair warm water die geen voldoende warmteproductie meer geven of die geen thermische isolatie hebben of waarvan het isolatiemateriaal bijzonder beschadigd wordt of weinig prestatie levert wegens onder andere hun ouderdom.

§ 2. Het criterium voor de toegang in de zin van het doel geformuleerd in 2° van artikel 4 komt overeen met het feit, voor een vestigingsplaats, om in aanmerking te komen voor de subsidies bedoeld in het kader van de toepassing van artikel 4, § 4, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

§ 3. Voor wat betreft het doel 4° van artikel 4 hebben de criteria bij voorrang en in de hierna opgenomen volgorde van de prioriteiten betrekking op hetgeen volgt :

1° de aanpassing volgens de geldende normen van de deuropening en van de buitentoeegangen tot de gebouwen en de inrichting van aangepaste sanitaire lokalen;

2° voor de buitendeuren, de plaatsing van de bedieningsdispositieven voor de automatische en elektrische opening;

3° elke inrichting en uitrusting om de interne omloop te verbeteren.

**Art. 7. § 1.** De kredieten van een bedrag van :

— € 25.260.350 in 2008;

— € 18.889.487 in 2009;

— € 18.889.487 in 2010;

worden bestemd voor het prioritaire programma voor de werken.

Vanaf 2011 wordt het bedrag van 2010 aangepast aan het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen op één januari van het betrokken jaar teruggebracht tot het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2010.

§ 2. De kredieten bedoeld in § 1 worden verdeeld onder de scholen van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de scholen van het gesubsidieerd officieel onderwijs, de scholen van het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs en de scholen van het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs naar rata van de schoolbevolkingen ingeschreven op vijftien januari van het lopende jaar in de inrichtingen opgenomen in artikel 1, met uitzondering van de schoolbevolking van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en het secundair onderwijs voor sociale promotie.

De « karakteroverschrijdende commissie » bedoeld in artikel 11 wordt ertoe gemachtigd, op het einde van het jaar, om af te wijken bij consensus van de verdeling van kredieten naar rata van de bevolkingen indien de totaliteit van de aangewende kredieten niet gebruikt werd.

**Art. 8. § 1.** De financiële tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap ten laste van het prioritaire programma voor de werken wordt vastgesteld per vestigingsplaats en per in aanmerking komend project :

1° op 70 % van het investeringsbedrag voor de schoolinrichtingen van het basisonderwijs met een maximumsubsidie van € 168.000 en een totaal investeringsbedrag van maximaal € 240.000;

2° op 60 % van het investeringsbedrag voor de schoolinrichtingen van het secundair onderwijs, de internaten, de gebouwen van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en de psycho-medisch-sociale centra, met een maximumsubsidie van € 144.000 en een totaal investeringsbedrag van maximaal € 240.000.

In afwijking van het eerste lid, voor de vestigingsplaatsen die in aanmerking komen voor de positieve discriminatie overeenkomstig het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, wordt de financiële tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap in het kader van het prioritaire programma voor de werken als volgt vastgesteld :

1° op 80 % van het investeringsbedrag voor de schoolinrichtingen van het basisonderwijs met een maximumsubsidie van € 240.000 en een totaal investeringsbedrag van maximaal € 300.000;

2° op 70 % van het investeringsbedrag voor de schoolinrichtingen van het secundair onderwijs met een maximumsubsidie van € 210.000 en een totaal investeringsbedrag van maximaal € 300.000.

Op voorstel van de « karakteroverschrijdende commissie » kan de Regering afwijken van het totaal bedrag van de subsidies bedoeld in het eerste lid – 1° en 2° en in het tweede lid – 1° en 2°, ten belope van een maximum geïndexeerd bedrag van € 575.000.

De bedragen opgenomen in de eerste, tweede en derde leden, worden aangepast aan het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen op één januari van het betrokken jaar teruggebracht tot het indexcijfer van 142,22, algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2005.

Het saldo van het bedrag van het prioritaire programma voor de werken valt ten laste van de inrichtende macht en, indien zij het vraagt, komt dit saldo in aanmerking voor een bijkomende prioritaire tegemoetkoming ten laste van de bevoegde fondsen voor schoolgebouwen. Slechts de dossiers waarvan het saldo ten laste van de I.M. hoger is dan € 5.000, kunnen in aanmerking komen voor de toekenning van een bijkomende tegemoetkoming. Bovendien, indien een I.M. de tegemoetkoming zou vragen van 2 fondsen voor eenzelfde dossier, zou de tegemoetkoming van het waarborgfonds voor schoolgebouwen slechts toegelaten worden om de leningen hoger dan € 5.000 te waarborgen.

§ 2. Onder vestigingsplaats wordt verstaan één of meer gebouwen, met inbegrip van de toegangsplaatsen, bestemd voor de onderwijsactiviteit van één of meer schoolinrichtingen van hetzelfde onderwijsniveau, gelegen op één of meer aangrenzende kadastrale percelen, die ressorteren onder dezelfde inrichtende macht of onder verschillende inrichtende machten van hetzelfde onderwijs zoals bedoeld in artikel 7, § 2 of onder dezelfde maatschappij voor het bestuur van de schoolgebouwen, ongeacht of zij eigenares of houdster is van een zakelijk recht dat haar het genot van het goed of de goederen gedurende ten minste dertig jaar verleent. Indien dezelfde subsidieaanvraag betrekking heeft op verschillende inrichtende machten, dienen zij één enkele gezamenlijke aanvraag in.

**Art. 9.** Om de vijf jaar, te rekenen vanaf de eerste toekenning van de subsidie bedoeld in artikel 8, wordt de cumulatie van de bedragen van projecten betreffende eenzelfde vestigingsplaats beschouwd als gelijk te zijn aan nul.

**Art. 10. § 1.** Om een subsidie te kunnen genieten die hoger is dan € 287.500, gekoppeld aan het indexcijfer 142,22, algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2005, in het kader van het prioritaire programma voor de werken, moet een inrichtende macht van het gesubsidieerd vrij onderwijs afstand doen of afstand laten doen door de eigenaar als hij dit zelf niet is, zonder tegenprestatie, van het zakelijk recht betreffende de gebouwen die in aanmerking komen voor het prioritaire programma voor de werken aan een vermogensbeheerverenootschap, opgericht in de vorm van een VZW, gemeenschappelijk voor alle eigenaars van scholen met hetzelfde karakter, hetzij uniek in de Gemeenschap, hetzij opgericht in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en in iedere provincie van het Waals Gewest.

Iedere vermogensbeheervenootschap heeft als exclusief doel de overgedragen goederen te bestemmen voor het onderwijs en vestigt haar maatschappelijke zetel in haar territoriaal gebied.

De vermogensbeheervenootschap kan enkel de gebouwen vervreemden die door de inrichtende machten herbestemd zijn voor het onderwijs en gebruikt de opbrengst van de verkoop voor het onderhoud, de aankoop of de bouw van goederen voor het onderwijs.

Elkeen van deze vennootschappen wordt onderworpen aan het toezicht van een regeringscommissaris die aangesteld wordt door de Regering. Deze heeft als taak de schoolbestemming van de door de vennootschap beheerde gebouwen na te gaan. Iedere vervreemding van een gebouw dat gesubsidieerd werd in het kader van het prioritaire programma voor de werken moet zijn goedkeuring krijgen.

Bij ontbinding wordt hun vermogen kosteloos afgestaan aan een andere vennootschap van dezelfde aard die voldoet aan de in dit artikel gestelde voorwaarden.

De regeringscommissaris heeft een vetorecht dat hij kan stellen tegen de beslissingen die genomen zijn in schending van de wettelijke bepalingen die op deze VZW's van toepassing zijn op het vlak van de bestemming van overgedragen gebouwen voor het onderwijs.

§ 2. Wanneer wettelijke bepalingen van de federale overheid of decretale bepalingen van de regionale overheden die in § 1 bedoelde eigenaar verbieden sommige bedoelde goederen af te staan of deze vervreemding koppelen aan de goedkeuring van de overheden, en dat het daarenboven onmogelijk blijkt bovenvermelde wettelijke of decretale bepalingen te wijzigen of de goedkeuring van de overheden te verkrijgen, kan de Regering, op voorstel van de betrokken vermogensvennootschap, toelating geven om het fonds in te schakelen, mits met een vermogensvennootschap een erfpacht van de wettelijk langst toegelaten duur te sluiten.

**Art. 11.** Op het voorstel van de Regering wordt een «karakteroverschrijdende commissie» opgericht, hierna de commissie genoemd.

De commissie heeft als opdracht :

1° de financiële middelen van het prioritaire programma voor werken te verdelen overeenkomstig de bepalingen van dit decreet;

2° toe te zien op de goede afloop van de dossiers bij de diensten die deze fondsen van de schoolgebouwen waaronder zij ressorteren, beheren;

3° adviezen uit te brengen, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Regering, over iedere inhoudelijke vraag en de realisatie van het prioritaire programma voor werken.

**Art. 12.** § 1. De commissie bestaat uit twaalf werkende leden en twaalf plaatsvervangende leden die door de Regering benoemd worden. Hun mandaat is onbezoldigd.

Zij is samengesteld uit :

1° zes werkende leden en zes plaatsvervangende leden die de inrichtende machten van het confessioneel onderwijs vertegenwoordigen;

2° zes werkende leden en zes plaatsvervangende leden die de inrichtende machten van het niet-confessioneel onderwijs vertegenwoordigen.

Bovendien stelt de Regering een vertegenwoordiger aan van het niet-confessioneel vrij onderwijs die de vergaderingen van de commissie bijwoont als waarnemer.

§ 2. De commissie kiest uit haar leden een voorzitter en een ondervoorzitter.

De mandaten van de voorzitter en van de ondervoorzitter worden beurtelings toegekend aan een van de in bovenvermelde § 1 bedoelde groepen, voor een periode van twee jaar.

§ 3. Er wordt in de commissie een vast bureau opgericht dat de dossiers voorbereidt en opvolgt.

Het vast bureau is samengesteld uit de voorzitter, de ondervoorzitter en twee leden die zodanig zijn gekozen dat elk van de in § 1 bedoelde groepen door twee leden vertegenwoordigd wordt.

§ 4. De commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast dat inzonderheid bepaalt hoe vaak de vergaderingen worden belegd. Dit reglement wordt door de Regering van de Franse Gemeenschap goedgekeurd.

De Regering bepaalt het bedrag van de verplaatsingskosten en verblijfsvergoedingen van haar leden.

§ 5. Met het oog op het waarnemen van het secretariaat van de commissie, kan de Regering ambtenaren van haar diensten ter beschikking stellen van deze commissie.

**Art. 13.** De Regering zal de administratieve diensten bepalen die voor het beheer van de dossiers van het prioritaire programma voor werken zullen instaan.

**Art. 14.** § 1. De commissie staat onder het toezicht van twee commissarissen die door de Regering worden benoemd, één op voordracht van het lid van de Regering bevoegd voor de begroting en de financiën, de andere op voordracht van het lid of de leden van de Regering bevoegd voor het Fonds voor de schoolgebouwen en voor de openbare maatschappijen voor het bestuur van de schoolgebouwen.

De commissarissen hebben raadgevende stem in de vergaderingen van de commissie en van het vast bureau en hebben inzage in ieder document dat relevant is voor het vervullen van hun opdracht.

Iedere commissaris beschikt over vier werkdagen om een met redenen omkleed beroep in te stellen tegen iedere beslissing van de commissie die hij strijdig acht met de wetgeving, met de geldende administratieve procedures binnen de drie Fondsen voor de schoolgebouwen, met de bepalingen van dit decreet of met het algemeen belang. Het beroep werkt opschortend.

De termijn van vier dagen vangt aan op de dag dat de commissie de beslissing neemt, behalve als de betrokken commissaris niet regelmatig opgeroepen werd overeenkomstig het huishoudelijk reglement van de commissie. In dit geval begint de termijn te lopen vanaf de dag dat hij in kennis werd gesteld van de beslissing.

Iedere commissaris oefent zijn beroep uit bij het lid van de Regering dat hij vertegenwoordigt volgens de nadere regels die door de Regering worden vastgelegd.

De Regering kan de beslissing van de commissie nietig verklaren binnen de dertig dagen die aanvangen op dezelfde dag als de in het derde lid bedoelde termijn.

De beslissing over de nietigverklaring wordt meegedeeld aan de commissie.



§ 2. De regeringscommissarissen kunnen hun verplaatsingskosten en een verblijfsvergoeding terugbetaald krijgen overeenkomstig de bepalingen van artikel 12, § 4, van dit decreet. Deze kosten vallen ten laste van de kredieten die ter beschikking van het algemeen bestuur Infrastructuur worden gesteld.

**Art. 15.** § 1. Een gebouw of een deel ervan dat een tegemoetkoming heeft gekregen van het prioritaire programma voor werken, moet een schoolbestemming krijgen gedurende een periode van twintig jaar, te rekenen vanaf het tijdstip van de toekenning van de in artikel 8 bedoelde subsidie.

§ 2. In geval van een andere bestemming dan een schoolbestemming van verkoop of van afstand van het zakelijk recht dat de inrichtende macht het genot verschaft van het gebouw of van een deel van het gebouw dat een tegemoetkoming heeft bekomen in het kader van het prioritaire programma voor werken gedurende de twintigjarige periode die aanvangt op de dag waarop de in artikel 8 bedoelde subsidie toegekend wordt, kan de Gemeenschap deze financiële tegemoetkoming laten terugbetalen.

Om de terugbetaling ervan te krijgen, kan de Franse Gemeenschap de volgende verrichtingen uitvoeren in de aangegeven volgorde :

1° afhoudingen op de werkingssubsidies die verschuldigd zijn aan de schoolinrichting die het gebouw bezet;

2° afhoudingen op de werkingssubsidies die verschuldigd zijn aan de andere schoolinrichtingen die afhangen van dezelfde inrichtende macht;

3° het heffen, door het bestuur der Registratie en Domeinen, op het vermogen van de inrichtende macht of van de betrokken openbare maatschappij voor het bestuur der schoolgebouwen.

De bepalingen in de eerste en tweede leden zijn niet van toepassing, bij afstand van het zakelijk recht dat de inrichtende macht het genot verschaft van het gebouw of een deel ervan, aan een andere inrichtende macht die dit blijft gebruiken als school.

§ 3. Bij vervreemding van een gebouw waarvoor een tegemoetkoming werd toegekend in het kader van het prioritaire programma voor werken heeft iedere inrichtende macht, ongeacht het net waartoe zij behoort, of de betrokken openbare maatschappij voor het bestuur van de schoolgebouwen, of de betrokken vermogensbeherende VZW een recht van voorkoop tegen een prijs waarvan de maximumwaarde bepaald wordt door het Aankoopcomité of door de ontvanger der registratie. Dit recht van voorkoop kan alleen worden uitgeoefend om de schoolbestemming van het vervreemde gebouw te behouden.

§ 4. Indien, binnen een termijn van drie maanden, geen enkele inrichtende macht, ongeacht het net waartoe ze behoort, of de betrokken openbare maatschappij voor het bestuur van de schoolgebouwen, of de betrokken vermogensbeherende vzw het betrokken gebouw heeft aangekocht, mag de eigenaar het goed verkopen aan de meest biedende.

**Art. 16.** De controle op de aanwending van de middelen die aan een inrichtende macht van het gesubsidieerd onderwijs krachtens dit decreet wordt toegekend, wordt in naam van de Regering uitgeoefend door de commissarissen die zijn aangesteld in de openbare maatschappijen voor het bestuur der schoolgebouwen volgens de nadere regels die de Regering vastlegt.

#### HOOFDSTUK II. — *Opheffingsbepaling*

**Art. 17.** Het decreet van 14 juni 2001 betreffende het programma voor dringende werken aan de schoolgebouwen van het basis- en secundair onderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zal opgeheven worden wanneer alle kredieten waarnaar gewezen worden, uitbetaald zullen worden.

#### HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepaling*

**Art. 18.** Voor het begrotingsjaar 2008, in afwijking van artikel 5, § 2, wordt de lijst van de investeringsprojecten die in aanmerking komen voor het prioritaire programma voor werken, opgemaakt door de vertegenwoordigings- en coördinatiorganen van de inrichtende machten en door de inrichtende machten die niet aangesloten zijn bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan.

De lijst wordt opgemaakt op basis van de toegangscriteria zoals bedoeld in artikel 6 van dit decreet en omvat projecten naar rata van een bedrag dat 150 % vertegenwoordigt van de beschikbare kredieten voor het betrokken jaar.

#### HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding*

**Art. 19.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 november 2007.

De Minister-Présidente, belast met het Leerplichtonderwijs,

Mevr. M. ARENA

De Vice-Présidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-Président, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,

M. DAERDEN

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie,

M. TARABELLA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

—  
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 470-1. — Commissieamendementen, nr. 470-2. — Verslag nr. 470-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 13 november 2007.